

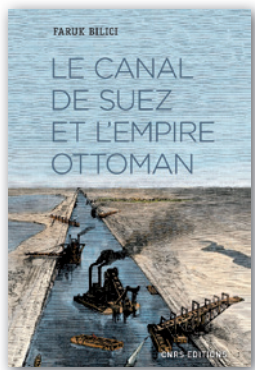


L'Amérique latine du XIX^e siècle au XXI^e siècle. États et mondialisation(s)

Alexandre Fernandez, Paris, PUB, novembre 2019, 308 p.

Depuis 1492, l'Amérique latine s'inscrit dans la mondialisation. Au XIX^e siècle, les États issus des indépendances et du démembrement des empires ibériques s'insèrent dans la division internationale du travail pilotée par

la Grande-Bretagne. Si, à la veille de la Première Guerre mondiale, une certaine prospérité économique et une certaine modernité sociale — tout au moins dans les villes — témoignent de cette insertion, elles masquent mal la fragilité des États et des sociétés latino-américaines. Dans les pays qui disposent d'une taille et/ou de ressources suffisantes, la recherche de solutions national-populaires marque les décennies centrales du XX^e siècle. À partir de 1980, ce modèle entre en crise, tandis que les États-Unis renforcent leur leadership économique, politique et culturel sur l'ensemble du continent. Près de vingt ans après le début du XXI^e siècle, passé l'euphorie des réussites des « économies émergentes », malgré de nouvelles expériences politiques nationales, et en dépit d'incontestables éléments positifs, la place subordonnée des États d'Amérique latine dans la géopolitique et la géoéconomie mondiales perdure. Découpé selon une progression chronologique, l'ouvrage rédigé par Alexandre Fernandez, professeur des universités au Centre d'études des mondes moderne et contemporain de l'Université Bordeaux-Montaigne, destiné en premier lieu aux étudiants de licence et aux élèves des classes préparatoires aux grandes écoles, propose une réflexion sur l'histoire mondiale de l'Amérique latine ouverte à un public bien plus large.



Le canal de Suez et l'empire ottoman

Faruk Bilici, Paris, CNRS Éditions, 320 p., novembre 2019

17 novembre 1869 : le canal de Suez est inauguré en grandes pompes, en présence de l'impératrice Eugénie. Mais la construction du canal, débutée en 1859, ne s'est pas faite sans heurts. Ferdinand de Lesseps et la France ont en effet bataillé durant de longues décennies avant de convaincre l'Empire

ottoman, dont l'Égypte n'était qu'une province, de son bien-fondé. Accusée d'être un instrument de colonisation de l'Égypte au profit de la France, la Compagnie universelle du canal de Suez, « État dans l'État », est très critiquée par l'Empire ottoman. Celui-ci craint qu'un canal maritime séparant matériellement l'Égypte du reste de l'Empire rende illusoire la souveraineté du sultan sur ce territoire, et ouvre la porte à une domination occidentale inacceptable. Cet ouvrage ne propose pas une énième histoire du canal de Suez ni sur le plan technique, ni sur le plan diplomatique, mais il entend combler une lacune considérable : l'étude de cette histoire du point de vue ottoman, des projets à l'exploitation en passant par la construction du canal. Procès, arbitrages, polémiques : bien avant la « crise de Suez » de 1956 liée à sa nationalisation, le canal était déjà au cœur d'un jeu de puissances entre Orient et Occident.

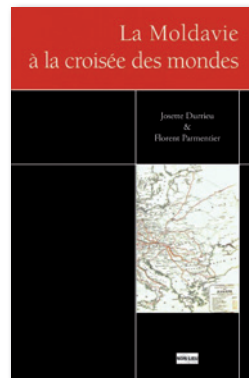


La dictature, une antithèse de la démocratie ? 20 idées reçues sur les régimes autoritaires

Eugénie Mérieau, Paris, Le Cavalier Bleu, octobre 2019, 240 p.

« Allez donc vivre en Corée du Nord si vous trouvez la France si liberticide ! » Si la démocratie est « le pire des systèmes à l'exception de tous les autres », c'est que cet « Autre » doit être un véritable enfer. Or, qu'en est-il vraiment ? La démocratie serait-elle l'exact opposé de la dictature ? La réalité n'est pas aussi simple. Entre dictature, démocratie illibérale et légalité d'exception, les frontières se brouillent. Aussi rassurante que puisse être la distinction entre un « nous » démocratique et un « Autre » dictatorial, les fondements d'un tel discours résistent mal à l'épreuve des faits. C'est la démonstration offerte par ce livre au travers de la réfutation de vingt idées reçues sur la dictature ayant cours dans les domaines de l'économie, du droit, des relations internationales ou encore de la psychologie. Dévoilant biais et préjugés, Eugénie Mérieau, politiste et juriste de formation, docteure de l'INALCO et enseignante à Sciences Po, actuellement chercheuse invitée à l'Institut de Droit global à l'Université d'Harvard, nous invite ainsi, en miroir, à réfléchir sur « nos » sociétés démocratiques.

« Allez donc vivre en Corée du Nord si vous trouvez la France si liberticide ! » Si la démocratie est « le pire des systèmes à l'exception de tous les autres », c'est que cet « Autre » doit être un véritable enfer. Or, qu'en est-il vraiment ? La démocratie serait-elle l'exact opposé de la dictature ? La réalité n'est pas aussi simple. Entre dictature, démocratie illibérale et légalité d'exception, les frontières se brouillent. Aussi rassurante que puisse être la distinction entre un « nous » démocratique et un « Autre » dictatorial, les fondements d'un tel discours résistent mal à l'épreuve des faits. C'est la démonstration offerte par ce livre au travers de la réfutation de vingt idées reçues sur la dictature ayant cours dans les domaines de l'économie, du droit, des relations internationales ou encore de la psychologie. Dévoilant biais et préjugés, Eugénie Mérieau, politiste et juriste de formation, docteure de l'INALCO et enseignante à Sciences Po, actuellement chercheuse invitée à l'Institut de Droit global à l'Université d'Harvard, nous invite ainsi, en miroir, à réfléchir sur « nos » sociétés démocratiques.



La Moldavie à la croisée des mondes

Josette Durrieu et Florent Parmentier, Paris, Non Lieu, octobre 2019, 176 p.

Pays de quatre millions d'habitants enclavé entre l'Ukraine et la Roumanie, mais surtout situé entre deux grands voisins — la Russie, dont elle fut sous la tutelle pendant la guerre froide, et l'Union européenne, avec qui elle a signé un accord d'association en 2014 —, la Moldavie est tiraillée par ses influences multiples liées à son histoire, sa culture, ses intérêts économiques et stratégiques. Dans ce livre présenté au Conseil de l'Europe début octobre 2019 à l'occasion des 70 ans de l'organisation, Josette Durrieu et Florent Parmentier mettent à l'honneur ce « petit pays » qu'ils connaissent bien, en démontrant la richesse de son histoire et son importance géopolitique. La première, ancienne sénatrice, membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pendant près de 25 ans, a joué un rôle important dans l'intégration du pays au Conseil de l'Europe, en 1995. Elle propose le récit autobiographique de ses travaux et multiples rencontres effectués alors qu'elle était rapporteure pour avis sur l'entrée de la Moldavie à l'Assemblée. Le second, enseignant à Sciences Po Paris et chercheur-associé à HEC, est l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à cette *Republica Moldova*. Il en fait ici une présentation historique, géopolitique et culturelle générale. En apportant ainsi chacun leur éclairage sur la société de l'un des pays les plus pauvres d'Europe, ils permettent aux lecteurs de se faire une idée des enjeux moldaves, enjeux qui dépassent le cadre national pour ce territoire « à la croisée des mondes » est-ouest. Ce faisant, ils interrogent également, en creux, l'identité européenne.

Pays de quatre millions d'habitants enclavé entre l'Ukraine et la Roumanie, mais surtout situé entre deux grands voisins — la Russie, dont elle fut sous la tutelle pendant la guerre froide, et l'Union européenne, avec qui elle a signé un accord d'association en 2014 —, la Moldavie est tiraillée par ses influences multiples liées à son histoire, sa culture, ses intérêts économiques et stratégiques. Dans ce livre présenté au Conseil de l'Europe début octobre 2019 à l'occasion des 70 ans de l'organisation, Josette Durrieu et Florent Parmentier mettent à l'honneur ce « petit pays » qu'ils connaissent bien, en démontrant la richesse de son histoire et son importance géopolitique. La première, ancienne sénatrice, membre de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe pendant près de 25 ans, a joué un rôle important dans l'intégration du pays au Conseil de l'Europe, en 1995. Elle propose le récit autobiographique de ses travaux et multiples rencontres effectués alors qu'elle était rapporteure pour avis sur l'entrée de la Moldavie à l'Assemblée. Le second, enseignant à Sciences Po Paris et chercheur-associé à HEC, est l'auteur de plusieurs ouvrages consacrés à cette *Republica Moldova*. Il en fait ici une présentation historique, géopolitique et culturelle générale. En apportant ainsi chacun leur éclairage sur la société de l'un des pays les plus pauvres d'Europe, ils permettent aux lecteurs de se faire une idée des enjeux moldaves, enjeux qui dépassent le cadre national pour ce territoire « à la croisée des mondes » est-ouest. Ce faisant, ils interrogent également, en creux, l'identité européenne.